



**UNIVERSITÉ
JEAN MONNET**
SAINT-ÉTIENNE

UNIVERSITE JEAN MONNET COMITE TECHNIQUE

Procès-verbal de la séance du 26 février 2018

Titulaires présents :

Pour SNPTES : Stéphanie REYNAUD, Pierre-Olivier MAZAGOL, Hind COGNASSE

Pour FNEC FP FO - SN PREES FO 42 : Sylvain EXCOFFON, Anne BECHARD-LEAUTÉ

Pour SGEN CFDT - SNESUP FSU : Olivier GIPOULOUX

Pour FERCSUP CGT : Myriam NORMAND

Titulaires absents :

Pour SNPTES : Françoise DUNIS

Pour SGEN CFDT - SNESUP FSU : Vito AVARELLO

Pour FERCSUP - CGT : Joëlle NICOLIN

Suppléants présents avec voix délibérative :

Pour SNPTES : Anthony CAZIER

Pour FERCSUP - CGT : Farida SLIMANI

Suppléants présents sans voix délibérative :

Pour SNPTES : Abdelhalim SOUALMI

Représentants de l'Administration présents sans voix délibérative :

Michèle COTTIER, Présidente

Florent PIGEON, Vice-président du Conseil d'Administration et des Moyens

Stéphane RIOU, Vice-président Recherche

Philippe NEGRIER, Directeur Général des Services

Céline FAUVET, Directrice des Ressources Humaines

Collaborateurs et experts invités présents sans voix délibérative :

Jean-Michel BASSET, Responsable du Service Pilotage et Accompagnement RH

Ingrid GERPHAGNON, Responsable du service des personnels BIATSS

Elsa SABOT, Chargé de qualité RH

André BRUCHET, Directeur des Systèmes d'Information

Ordre du Jour

1. Informations générales

1.1 Réflexion sur une nouvelle politique éditoriale du service des publications

1.2 Information sur les élections professionnelles 2018

1.3 Modalités techniques de mise en paiement de l'IFSE pour la filière ITRF

2. Avis

2.1 Approbation du PV du CT du 4 décembre 2017

2.2 Avis sur la programmation annuelle du schéma directeur formation

2.3 Commission de réforme : désignation du 4^{ème} membre Enseignant-chercheur (MC)

2.4 Avis sur la grille de rémunération des agents contractuels suite à la revalorisation du SMIC

3. Questions diverses

3.1 Ouverture d'un espace sur l'intranet pour les syndicats ?

-oOo-

Le quorum est atteint, la séance est ouverte à 14h10.

Mme COTTIER, Présidente. - La séance est ouverte.

Nous devons désigner un secrétaire de séance. Monsieur EXCOFFON se propose.

Notre ordre du jour commence par une série d'informations générales, avant les points pour avis.

M. NEGRIER - DGS. - Nous accueillons Mme DEBLOCK, sténotypiste, qui prend en charge la rédaction des comptes rendus, et Mme VEILLAS qui est stagiaire à la RH.

1. Informations Générales

1.1 Réflexion sur une nouvelle politique éditoriale du service des publications

Mme COTTIER, Présidente. - Stéphane RIOU va nous exposer les éléments.

M. RIOU -VP Recherche. - *(Présentation à l'aide d'un power point).*

Mme COTTIER, Présidente. - Merci Stéphane RIOU.

Souhaitez-vous un complément d'information ? Avez-vous des questions à poser ou des remarques à formuler ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Pour FO, nous voudrions savoir ce qu'il adviendra des personnels actuellement en poste au sein des PUSE ? Seront-ils maintenus ? Y aura-t-il un développement des effectifs ?

M. RIOU -VP Recherche. - Actuellement, nous sommes plutôt sur un nombre de personnel supérieur à ce que nécessitent les PUSE en termes de production actuelle. Si nous restons sur une production de 10 ouvrages par an, nous pouvons imaginer une réorganisation des personnels positionnés aux PUSE.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Une réorganisation signifie-t-elle un repositionnement intégral dans d'autres services ?

M. RIOU -VP Recherche. - Oui, par exemple. Cela touche aussi à la façon dont nous pourrions rattacher les PUSE à l'avenir. Nous avons entamé cette discussion lors de la réunion des directeurs de laboratoire. Il n'est pas forcément acquis que les PUSE restent dans le giron de la DRV. Si nous créons un pôle recherche ALL-SHS à l'avenir, nous pourrions parfaitement imaginer positionner les PUSE au sein de ce pôle, et imaginer une réorganisation qui se fasse au bénéfice des PUSE et des besoins des laboratoires en matière de PAO, lesquels sont importants d'après ce que j'entends régulièrement de la part des directeurs de laboratoire.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Y a-t-il déjà eu un repositionnement des personnels ?

M. RIOU -VP Recherche. - Non, pas du tout.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Il me semble que Mme COURTIAL travaille également dans un autre service.

M. RIOU -VP Recherche. - Elle a pris le poste de Myriam CHANUDET à la DRV. Afin de conserver une transition entre son changement de poste et le recrutement d'un ou d'une nouvelle secrétaire d'édition, elle a gardé une partie de son temps de travail (à hauteur d'un peu plus de 20 %) aux PUSE. Cependant, cette situation n'est pas tenable à terme, ni pour Mme COURTIAL, ni pour la DRV et le vice-président que je suis, puisque Charlotte COURTIAL travaille beaucoup avec moi.

FERCSUP-CGT. - Les PUSE représentent beaucoup de personnel en ce moment ?

M. RIOU -VP Recherche. - Ils représentent 2,5 ETP, sans compter Charlotte COURTIAL.

M. NEGRIER - DGS. - 3 personnes physiques.

SNPTES. - Un recrutement est-il en cours pour remplacer Charlotte COURTIAL ?

M. RIOU -VP Recherche. - Comme je l'ai annoncé ou proposé lors de la réunion des directeurs de laboratoire, nous ne souhaitons pas recruter le (ou la) remplaçant

de Charlotte COURTIAL avant d'avoir finalisé le projet éditorial, pour des raisons de cohérence. Etant donné que nous sommes en train de bâtir un nouveau projet, il faudra profiler le poste en fonction de cela.

On ne peut que constater la difficulté à être positionné sur deux postes.

Mme COTTIER, Présidente. - La nature du projet qui pourra être proposée conditionnera l'évolution de l'organisation du personnel, et conditionnera un point qui n'a pas été évoqué mais qui est majeur et qui concerne le remplacement de la chargée de mission actuelle. Elle va cesser son activité professionnelle dans un délai relativement réduit. Or, si le projet n'est pas davantage clarifié, ni davantage attractif, nous aurons des difficultés à trouver un remplaçant. Je parle d'Elisabetha VIANNELLO qui porte le service à bout de bras.

D'où l'importance d'avoir une nouvelle ligne éditoriale nous permettant de trouver des modalités d'organisation adaptées, et un contenu tout aussi adapté.

En théorie, nous reviendrons vers vous en juin pour vous donner les résultats de ces différentes réflexions.

1.2 Information sur les élections professionnelles 2018

Mme COTTIER, Présidente. - Les élections professionnelles auront lieu le 6 décembre 2018. Ingrid GERPHAGNON va faire un point sur le sujet.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - *(Présentation à l'aide d'un power point, voir document annexe).*

SNPTES. - Grouper les élections présente des avantages indéniables, mais également l'inconvénient de perdre en visibilité pour les électeurs sur le sens et la destination de chacun des votes. Je pense qu'il faudrait appuyer la communication en amont, aussi bien de la part des organisations syndicales qu'en central, sur la nature même de chacun des votes et des représentations.

Mme COTTIER, Présidente. - Nous pouvons travailler sur l'identification des différents points de vote dans les bureaux de vote, afin que chacun comprenne bien ce pour quoi il vote.

SNPTES. - Oui.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Le vote pour la CPE est un vote pour lequel les agents sont sensibles. En effet, ils connaissent leurs représentants à la CPE et leur rôle.

En revanche, il conviendra de communiquer davantage sur le CT de l'établissement et surtout sur les Comités Techniques ministériels qui leur semblent plus loin et pour lesquels les voix sont beaucoup plus diluées.

SNPTES. - Il ne faut pas qu'il y ait de confusion possible entre les différentes élections, d'autant plus si elles sont toutes groupées le même jour, dans un même lieu.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Sur le plan de disposition des urnes, nous allons regrouper celles qui concernent la CPE d'un côté, et celles qui concernent le CT d'un autre. Nous mettrons également des enveloppes de couleur différente.

Nous organiserons des pôles afin de bien distinguer ce pourquoi on est venu voter. Et dans chaque bureau de vote, des collègues seront présents pour accueillir les personnels qui viennent voter. Il sera important de bien communiquer à ce moment-là.

SNPTES. - Et pour favoriser la participation, il faudra faire de la pédagogie en amont.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - La communication est un point sur lequel nous voulons particulièrement travailler cette année. En 2014, peut-être n'avons-nous pas vraiment senti que ce besoin de communication était aussi important. Donc, en anticipant beaucoup plus, nous espérons que notre plan de communication sera plus pertinent.

Mme COTTIER, Présidente. - Si vous n'avez pas besoin d'information complémentaire, nous passons au troisième point d'information.

1.3 Modalités techniques de mise en paiement de l'IFSE pour la filière ITRF

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS explique que l'intitulé IFSE apparaîtra sur les bulletins de salaire des personnels ITRF à partir du mois de mars.

Cette présentation appelle-t-elle des remarques ou des commentaires ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Pour FO, nous sommes étonnés de voir le RIFSEEP présenté comme quelque chose de simplificateur. En réalité, il s'agit, au moins dans la philosophie, d'une fragmentation complète de l'indemnitaire, avec la définition de groupes de fonction et même à la limite des définitions de primes pratiquement par type de fonction presque individualisée.

De manière générale, le RIFSEEP ôte toutes les garanties collectives attachées aux primes par corps qui préexistaient, certes parfois avec quelques discordances entre ITRF et AENES. Cependant, dans le cadre de la fonction publique d'Etat, ces garanties collectives par corps ne sont pas négligeables. C'est ce que le RIFSEEP tente d'attaquer. C'est une manière d'individualiser une partie de la rémunération, en attendant de le faire totalement.

Par ailleurs, si la nouvelle appellation permet de maintenir les primes existantes pour la majorité des personnels, nous nous en félicitons. Si on n'utilise pas le CIA, nous nous en félicitons également. Nous ne pouvons cependant que regretter la disparition de primes très spécifiques, comme l'indemnité de régie, l'indemnité pour travaux salissants, et l'indemnité informatique dont les informaticiens seront privés dans le nouveau système.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Ils en sont privés sur l'appellation, mais leur montant de RIFSEEP est calculé de sorte qu'ils perçoivent exactement ce qu'ils percevaient auparavant. Cela s'appelle aujourd'hui IFSE, mais cela intègre l'IFTS, la prime informatique et les indemnités de régie.

Ainsi, un agent régisseur aura forcément une IFSE supérieure à un collègue qui ne l'est pas. Donc, il y a encore la reconnaissance des fonctions particulières.

SNPTES. - Les indemnités qui sont intégrées à l'IFSE ont-elles vocation à basculer dans le CIA ultérieurement ?

M. NEGRIER - DGS. - Si nous devons travailler dans l'esprit de ce qu'est le RIFSEEP, elles n'ont pas vocation à basculer. Le CIA est une approche différenciée, individualisée de la rémunération de l'indemnitaire, ce que n'est pas l'IFSE.

Pour compléter les propos de M. EXCOFFON, vous avez évoqué un éclatement des primes par corps, mais vous avez oublié de parler d'un éclatement par grade, par filière et par nature. Donc, avant la mise en place du RIFSEEP, la fragmentation du régime indemnitaire est très importante. Elle existe également entre établissement.

Donc, le RIFSEEP vise à apporter davantage de clarté dans ce paysage très fragmenté et très hétérogène de l'indemnitaire, mais c'est un autre débat.

SNPTES. - Pour le SNPTES, nous sommes sur la même lignée que Force Ouvrière concernant le CIA et l'individualisation des primes.

Et nous sommes en attente de groupes de travail à l'université pour veiller au fait qu'il n'y ait pas de différences par rapport à l'existant et qu'il n'y ait pas d'individualisation des primes.

Mme COTTIER, Présidente. - Avez-vous d'autres interventions ?

FERCSUP-CGT. - Vous dites que les montants de régime indemnitaire sont maintenus, sont-ils actuellement au-dessus des valeurs planchers du RIFSEEP ?

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Oui, car les planchers sont extrêmement bas.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Nous sommes partis pour trois ans sur cette affaire ?

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Non. Lorsque nous avons déployé l'IFSE pour les personnels de l'AENES, nous venions de voter un plan de revalorisation pour trois ans. Ceci nous a permis de mettre le RIFSEEP en stand-by. Cependant, maintenant que les textes sont parus, nous pouvons envisager de le mettre en place.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - A moins que je ne me trompe, mais normalement le RIFSEEP suppose une rediscussion tous les trois ans.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Tous les quatre ans, je crois.

SNPTES. - Et individuellement en cas de promotion.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Oui, c'est exact.

SNPTES. - Y a-t-il un risque pour le personnel de perdre ou de voir une baisse des indemnités au bout de trois ans ?

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - A l'heure actuelle, nous ne sommes pas dans cette logique. Néanmoins, la logique du RIFSEEP est d'individualiser les primes en fonction des responsabilités exercées par chacun.

Mme COTTIER, Présidente. - Quelqu'un qui était régisseur et qui ne l'est plus perd forcément l'indemnité correspondante.

SNPTES. - Je parle d'une personne qui reste sur le même profil et sur les mêmes tâches, y a-t-il des risques au bout de trois ans de perdre quelque chose ? Le personnel se pose la question.

Mme FAUVET - DRH. - Le seul paramètre qui peut faire varier le montant du régime indemnitaire, ce sont les fonctions. Si les fonctions ne varient pas, il n'y a pas de raison de voir baisser le montant du régime indemnitaire.

Pour compléter sur la mise en conformité avec la réglementation, celle-ci nous impose de procéder à la cotation des postes. Donc, se mettre en conformité nécessite que nous fassions ce travail jusqu'au bout, en mettant en place des groupes de travail pour procéder à cette cotation.

Mme COTTIER, Présidente. - Pour ce faire, nous allons vous proposer -pas aujourd'hui mais dans les semaines à venir- un cadre de travail pour aller plus loin sur ces questions. Ensuite, les groupes de travail seront mis en place en fonction du cadrage donné.

SNPTES. - Sur les bibliothèques, je n'avais pas vu l'information.

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - Le Comité Technique ministériel a rejeté le projet d'arrêté concernant cette filière. Donc, cela reste une des dernières filières qui n'a pas encore un arrêté permettant la mise en œuvre de ce dispositif.

Mme COTTIER, Présidente. - Nous passons aux points nécessitant le recueil d'un avis du Comité Technique.

Les membres ayant voix délibérative sont les suivants : Stéphanie REYNAUD, Pierre-Olivier MAZAGOL, Hind COGNASSE, Sylvain EXCOFFON, Anne BECHARD-LEAUTÉ, Olivier GIPOULOUX, Myriam NORMAND, Anthony CAZIER en remplacement de Françoise DUNIS et Farida SLIMANI en remplacement de Joëlle NICOLIN.

2. Avis

2.1 Approbation du PV du CT du 4 décembre 2017

Mme COTTIER, Présidente. - Y a-t-il des remarques ?

SNPTES. - Dans le procès-verbal figurent les titulaires présents et absents, et les suppléants avec voix délibérative, mais pas ceux sans voix délibérative. Est-ce un oubli ?

Mme COTTIER, Présidente. - Quelle est la pratique habituellement ?

SNPTES. - J'étais présent, je souhaiterais être cité sur le PV.

M. NEGRIER - DGS. - Il n'y a pas de problèmes, ils seront indiqués.

Mme COTTIER, Présidente. - Moyennant l'ajout des présents sans voix délibérative, nous passons au vote.

RESULTAT DU VOTE

Votes exprimés			
POUR	CONTRE	ABSTENTION	TOTAL
9	0	0	9

Répartition par Organisation Syndicale			
	POUR	CONTRE	ABSTENTION
SNPTES	4	0	0
FNEC FO-SN PREES FO	2	0	0
SGEN CFDT-SNESup	1	0	0
FERCSUP CGT	2	0	0

2.2 Avis sur la programmation annuelle du schéma directeur formation

Mme COTTIER, Présidente. - Le schéma pluriannuel est présenté pour une période couvrant plusieurs années. Cependant, chaque année nous passons en revue l'ensemble des formations proposées sur l'année en cours, et en l'occurrence pour 2018.

Monsieur BASSET nous fait une présentation.

M. BASSET - PILARH. - (Présentation à l'aide d'un power point).

Mme COTTIER, Présidente. - Avez-vous besoin d'informations complémentaires ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Comme il a été mentionné dans la présentation, le CPF qui est inclus dans le CPA est attaché à la personne et non au statut. C'est bien pourquoi Force Ouvrière comme la CGT, qui représentent la très grande majorité des fonctionnaires de la fonction publique en général, quels que soient les versants, étaient opposés à la mise en place de ce Compte Personnel d'Activité, et donc également du CPF.

Dans la fonction publique, ce ne sont pas des comptes personnels qui doivent garantir les droits des fonctionnaires, mais les statuts.

Concernant le plan précis de formation proposé, je rappelle que nous sommes à Force Ouvrière complètement opposés à l'idée d'une formation obligatoire pour les nouveaux maîtres de conférences stagiaires, comme si ces collègues que l'on recrute n'avaient aucune capacité à enseigner auparavant.

D'autant qu'elle est souvent assortie -comme c'est le cas ici apparemment- d'attentes très particulières en matière pédagogique, notamment orientées vers des types de pédagogie, qui ont leur pertinence et leur légitimité, mais qui ne sont que des types de pédagogie parmi d'autres. En effet, l'usage du numérique, la pédagogie inversée, etc., peuvent être bien mais il existe de nombreuses autres manières d'enseigner.

Ensuite, je souhaite poser deux questions précises.

Premièrement, sur quelle base et selon quels critères seront recrutés les collègues qui auront à former les nouveaux collègues maîtres de conférences stagiaires ?

Deuxièmement, dans l'ensemble des formations présentées, y a-t-il des formations obligatoires ?

Mme COTTIER, Présidente. - Sur le point des types de formations et de l'orientation des formations, la liste proposée référence un ensemble de sujets sur lesquels les personnes qui suivent la formation peuvent faire un choix. Il n'y a rien d'imposé dans le schéma actuel de formation. Le déroulement, qui tient de l'échange de pratiques, se fait sur des items au choix des participants. Et les personnes qui réalisent la formation, qui sont des enseignants seniors avec quelques années de pratique, donnent des conseils.

Nous sommes vraiment dans un échange de pratiques et pas dans une formation classique, avec un cours qui serait donné sur telle ou telle méthode de formation.

Il y a donc le choix des sujets, et ensuite la formation tient plutôt d'un échange de pratiques que de la délivrance d'une façon unique et prédéfinie de pratiquer. C'est plutôt de l'aide à l'évolution des pratiques de formation qu'une formation dans le sens traditionnel du terme.

Pour ce qui est des formations obligatoires, la formation des nouveaux nommés est définie comme obligatoire par les nouveaux textes. Nous étions donc un peu en anticipation puisque nous l'avons proposée un an avant la publication du texte.

Le retour que nous avons des collègues qui ont participé à ces formations est bon, les gens sont assez satisfaits des modalités de formation. Ce n'est pas un cours classique, c'est vraiment cette question de la capacité à échanger des bonnes pratiques qui rend ces séances attractives et qui fait que les gens ne regrettent pas d'y avoir participé.

Donc, l'évaluation de ces formations reste l'élément qui nous permettra de savoir s'il faut poursuivre dans cette voie ou si elle n'a pas d'intérêt et pas d'utilité. Notre objectif n'est pas de faire des choses inutiles.

L'évaluation est un point important, c'est ce qui nous permettra de savoir si les collègues ont trouvé un intérêt dans le contenu et les modalités des formations.

SNPTES. - Je souhaite remercier M. BASSET pour sa présentation très claire. Et j'ai une question très anecdotique à poser sur le CPF.

Il est indiqué que l'alimentation est proratisée en fonction de la quotité de temps de travail, ainsi qu'en fonction de certaines absences. Je voudrais avoir des précisions sur le type d'absence qui est décompté.

M. BASSET - PILARH. - Il s'agit notamment de la disponibilité qui ne sera pas prise en compte. En revanche, tout ce qui est congés maladie, absences pour charge syndicale sont pris en compte en totalité et n'ont pas d'impact sur le CPF.

M. NEGRIER - DGS. - Y compris le temps partiel qui est pris en compte.

SNPTES. - Par ailleurs, sur la programmation de formation des personnels, concernant les formations proposées aux managers au sens large, du fait de ma double casquette à la CPE, je me demande s'il est envisagé dans ce parcours une sensibilisation des encadrants de tout type au rapport d'aptitude. Nous avons constaté qu'il n'est parfois pas perçu à sa juste valeur, notamment sur l'impact qu'il peut avoir dans l'évaluation des dossiers des candidats aux différentes promotions.

Quant à la sensibilisation à la démarche qualité, qui est pour moi essentielle -je ne vois qu'une seule ligne sur le document, ce qui est dommage- je voudrais savoir à quel public s'adresse cette formation.

M. BASSET - PILARH. - Sur le rapport d'aptitude, nous proposons déjà une action de formation pour les managers. Cette année, nous avons même innové dans l'approche puisque nous avons proposé une formation « action » avec la possibilité de bénéficier d'un accompagnement individualisé dans la rédaction du rapport. Cela a été plutôt bien perçu par les managers.

Nous avons également pris contact avec l'ensemble des managers concernés pour attirer leur attention et qu'ils puissent participer à l'action de formation.

Par ailleurs, cet aspect RH et évolution de carrière fait partie des premiers éléments qui ressortent comme des besoins dans le parcours et les séances de travail que nous avons montées pour les différents managers. Il ressort la nécessité d'avoir une information régulière sur l'évolution de carrière et sur la façon d'accompagner un agent dans ce sens.

SNPTES. - Cette formation existe-t-elle depuis longtemps ?

Mme FAUVET - DRH. - Le formation au rapport d'aptitude est conduite depuis plusieurs années. Et chaque fois, nous la proposons bien en amont du calendrier des concours ou des promotions afin que les collègues puissent y participer.

M. BASSET - PILARH. - Et cette année, le formateur accepte même de relire et d'accompagner au-delà de la séance de formation, si le besoin s'en fait sentir.

SNPTES. - Cela ne porte pas forcément ses fruits. Donc, c'est à renforcer ou à poursuivre.

M. BASSET - PILARH. - Au-delà de la formation, l'important est de sensibiliser sur l'intérêt et les enjeux du rapport en lui-même, pour que le manager en ait conscience, au-delà de la rédaction du rapport en tant que tel.

Sur la démarche qualité, la programmation propose très peu de choses parce que c'est en construction actuellement.

Mme FAUVET - DRH. - Par rapport au public visé, nous avons des référents qualité qui se réunissent, et l'action est pilotée par la DPAIQ avec le vice-président chargé de ce domaine. Nous pouvons imaginer des actions d'expertise davantage axées sur du perfectionnement par rapport à ces référents, et des actions davantage axées sur de la sensibilisation de premier niveau pour d'autres publics.

Mme COTTIER, Présidente. - Quel que soit le type de catégorie de personnel, tout le monde est concerné par cette question.

M. NEGRIER - DGS. - Nous engagerons également une action de sensibilisation en direction des enseignants et des enseignants-chercheurs, car cela fait partie de la volonté de la présidente. Et nous nous appuierons sur les travaux du comité qualité qui a été mis en place pour déployer, sur la base des conseils qu'il pourra nous donner, différentes actions sur la qualité d'experts, de spécialisation, d'approfondissement dans tel ou tel domaine.

SNPTES. - C'est aussi pour les étudiants. Sur le pôle santé, nous avons réalisé plusieurs formations de sensibilisation à la qualité, ouvertes à tous les personnels (enseignants, BIATSS) et aux étudiants, et ces derniers répondent vraiment présents et sont demandeurs. Il ne faut donc pas les négliger.

M. NEGRIER - DGS. - Ils sont concernés à plusieurs titres.

SNPTES. - Concernant le CPF, pouvez-vous nous rappeler l'enveloppe budgétaire globale dévolue aux actions.

M. BASSET - PILARH. - Cette année, nous avons bloqué une enveloppe de 4 000 € pour le CPF uniquement.

SNPTES. - Est-il envisagé de l'augmenter en fonction du nombre de demandes ?

M. BASSET - PILARH. - Nous sommes sur une enveloppe fongible. Nous avons 10 000 € pour les dispositifs d'accompagnement qui englobent les bilans de compétence et les VAE. Et en fonction des demandes, nous fluctuons d'une ligne à l'autre.

A titre d'exemple, sur 2017, nous n'avons eu que des demandes de bilan de compétence et pas de VAE, cela nous a permis de financer davantage de bilans de compétence que les autres années. Nous avons utilisé l'enveloppe en passant d'un dispositif à l'autre.

SNPTES. - Pouvez-vous nous rappeler quelles sont les modalités de sélection des demandes ?

M. BASSET - PILARH. - La demande est présentée par l'agent. Ensuite, nous faisons une présentation anonyme en commission de formation des personnels des différentes demandes et de l'appréciation des critères que nous avons définis, avec exposé des éléments de motivation. Puis, nous revenons vers l'agent en lui apportant une réponse écrite.

M. NEGRIER - DGS. - Sont proposés le projet professionnel, la motivation, l'articulation avec les missions de service public, et c'est décliné sur trois niveaux jusqu'aux questions assez personnelles et liées au projet personnel de reconversion qui est pris en compte parmi les critères.

M. BASSET - PILARH. - Nous avons une vision très large qui comprend la motivation globale, les objectifs poursuivis, l'approche des compétences déjà détenues et celles vers lesquelles la personne doit tendre, le dispositif à suivre pour y parvenir, et la situation personnelle.

SNPTES. - Je voudrais avoir une précision concernant les missions de service public en lien avec la demande du CPF.

Il me semble que le CPF est un droit pour le personnel, et qu'il peut parfois envisager de faire des demandes de formation visant à ne pas forcément rester dans la fonction publique. Cela vient contredire vos propos d'une articulation en lien avec l'intérêt public de l'université.

M. NEGRIER - DGS. - Nous prenons en compte tous ces critères, et nous tentons de pondérer notre vision et de tenir compte de l'intérêt public et des missions de service public y compris dans la sphère universitaire. Cependant, s'il en va d'une nécessaire reconversion de l'agent eu égard à un projet complètement déconnecté, nous n'excluons pas d'y porter un regard. Mais à un moment, il faut hiérarchiser notre prise de position et faire des choix. Donc, dans nos choix, nous nous appuyons sur ces critères et sur les missions de service public parce qu'un financement public est attaché à ces opérations de reconversion et d'évolution.

Je préfère que nous soyons clairs avec vous, et vous dire exactement la façon dont nous approchons le sujet.

FERCSUP-CGT. - Je voudrais revenir sur la prise en charge de ces formations. Vous prévoyez 1 500 € maximum par agent sur les frais pédagogiques. S'il les dépasse, cela l'exclut-il de la formation ?

M. BASSET - PILARH. - Non, mais nous la prendrons en charge simplement à hauteur de 1 500 €. A titre d'exemple, si la formation coûte 3 000 €, nous financerons 1 500 €, à charge pour l'agent de financer les 1 500 € restants.

Je rappelle que, jusqu'à présent, nous ne prenions pas en charge les frais pédagogiques.

FERCSUP-CGT. - Là où je m'inquiète, c'est sur la non-prise en charge des frais de déplacement, notamment pour les formations mutualisées avec Lyon. Ce n'est pas normal que cela impacte l'agent car il n'est pas responsable de cette mutualisation.

Mme FAUVET - DRH. - Ce type de démarche n'est pas forcément compatible avec le catalogue des formations mutualisées, parce que les demandes sont généralement particulières et « sur mesure » par rapport au projet professionnel de l'agent. Donc, on a toutes les chances de ne pas être dans un catalogue classique de formation, et qui plus est des formations mutualisées.

M. NEGRIER - DGS. - Le CPA ne concerne pas l'adaptation aux fonctions ou l'évolution dictée par les métiers classiques et l'évolution des responsabilités de chacun. Il porte sur un projet personnel ou un développement de compétences professionnalisant.

D'où l'initiative de l'agent, d'où la prise en charge totale ou partielle selon l'importance de la formation.

FERCSUP-CGT. - Si je mets en rapport le coût de prise en charge et l'enveloppe, cela va bénéficier à 3 ou 4 agents par an. Est-ce exact ?

Mme FAUVET - DRH. - Oui.

FERCSUP-CGT. - Les demandes sont de combien ?

Mme FAUVET - DRH. - Il existe actuellement un dispositif qui s'appelle le congé de formation professionnelle, qui est peu ou prou dans la même veine que le CPA, et nous avons très peu de demandes par an : une ou deux maximum.

M. BASSET - PILARH. - Et pas toutes les années. Sur 2017, nous n'avons eu aucune demande de congé de formation, nous n'avons eu que des demandes de bilan de compétences.

Mme FAUVET - DRH. - Cela représente très peu de demandes.

M. BASSET - PILARH. - Il y a eu beaucoup de communication autour du CPF, notamment dans le privé. Nous avons reçu de nombreuses interrogations. Cependant, nous avons constaté que les collègues n'avaient parfois pas besoin de mobiliser le Compte Personnel de Formation pour suivre l'action désirée.

Après la présentation en conseil d'administration, nous lancerons la campagne, et nous verrons le nombre de demandes que nous recevrons. Elles risquent d'être peu nombreuses.

Certains collègues nous ont déjà contactés, et nous les avons orientés. Par exemple, la formation sur le permis de conduire n'est pas finançable au titre du CPF dans la fonction publique. Nous avons donc déjà pu répondre au collègue qui nous interrogeait que ce n'était pas possible.

A ce jour, je pense que trois personnes sont potentiellement intéressées par une action de formation au titre du CPF.

Mme COTTIER, Présidente. - S'il n'y a plus de question, je vous demande de vous exprimer sur ce point.

RESULTAT DU VOTE

Votes exprimés			
POUR	CONTRE	ABSTENTION	TOTAL
6	3	0	9

Répartition par Organisation Syndicale			
	POUR	CONTRE	ABSTENTION
SNPTES	4	0	0
FNEC FO-SN PREES FO	0	2	0
SGEN CFDT-SNESup	1	0	0
FERCSUP CGT	1	1	0

2.3 Commission de réforme : désignation du 4^{ème} membre Enseignant chercheur (MC)

Mme COTTIER, Présidente. - Ce point a été évoqué lors du CT précédent. Je laisse la présidence à Florent PIGEON car je dois vous quitter ayant une réunion à Lyon.

(Départ de Mme COTTIER)

M. PIGEON - VP-CA. - Madame FAUVET nous rappelle quelques éléments de contexte.

Mme FAUVET - DRH. - Il s'agit de désigner des représentants enseignants-chercheurs (maîtres de conférences et professeurs des universités) pour siéger à la commission de réforme départementale.

Lors du précédent Comité Technique, la proposition était de reconduire Mme PEREK-COURBON et Mme MEAUX dans ce rôle pour les professeurs des universités ; de reconduire Mme CHAUDEY pour les maîtres de conférences. Il restait un siège vacant, pour lequel nous attendions une proposition de votre part. Depuis lors, Mme NORMAND s'est portée candidate en réponse à notre mail.

Il convient donc que l'ensemble des enseignants-chercheurs titulaires et suppléants se prononcent sur cette proposition.

M. PIGEON - VP-CA. - Préalablement, y a-t-il des questions ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Nous étions absents une bonne partie du précédent CT. Y a-t-il eu un vote sur la désignation de Mme PEREK-COURBON, Mme MEAUX et Mme CHAUDEY ?

Mme FAUVET - DRH. - Oui, un vote a été émis. Mais il restait la question du siège vacant.

M. NEGRIER - DGS. - Nous avons différé le vote de ce 4^{ème} membre pour vous permettre de faire acte de candidature.

M. PIGEON - VP CA. - Y a-t-il d'autres questions ou demandes de précision avant de procéder à la désignation ? Non.

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer, étant précisé que seuls sont habilités à voter les maîtres de conférences suppléants et titulaires.

RESULTAT DU VOTE

Votes exprimés			
POUR	CONTRE	ABSTENTION	TOTAL
4	0	0	4

Répartition par Organisation Syndicale			
	POUR	CONTRE	ABSTENTION
SNPTES	0	0	0
FNEC FO-SN PREES FO	2	0	0
SGEN CFDT-SNESup	1	0	0
FERCSUP CGT	1	0	0

2.4 Avis sur la grille de rémunération des agents contractuels suite à la revalorisation du SMIC

Mme GERPHAGNON - Responsable BIATSS. - (*Présentation à l'aide d'un power point*).

Avez-vous des questions à poser ?

M. PIGEON - VP-CA. - Je tiens à préciser que nous ne sommes pas dans une démarche minimaliste, vous l'avez compris suite à l'exposé qui vient d'être fait. Nous aurions pu nous limiter à repyramider la catégorie C. Néanmoins, il nous semblait que, par mesure d'équité et pour marquer la progression du passage de C à B, il était indispensable de faire suivre le mouvement sur la catégorie B.

(Arrivée de M. BRUCHET)

Cela a été chiffré, et dans le contexte des contraintes budgétaires, cela méritait d'être souligné comme étant une volonté de la Présidente d'avoir une vision équitable des choses et pas se limiter au strict minimum sur cette question.

Avez-vous des demandes de précision ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Et qu'en est-il pour la catégorie A ?

M. PIGEON - VP-CA. - Nous aurions effectivement pu aller jusque-là, mais la différence entre les deux grilles existait de manière très marquée, alors que le repyramidage de la catégorie C réduisait de manière problématique l'écart.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - La cohérence aurait voulu que les catégories A soient aussi concernées.

M. PIGEON - VP-CA. - La logique globale aurait voulu que nous allions jusqu'à la catégorie A. La cohérence voulant que nous cherchions une forme d'équité et d'augmentation du salaire en passant d'une catégorie à l'autre, le passage de B à A existe de manière très marquée.

Avez-vous d'autres demandes de précision ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Force Ouvrière demande l'intégration dans le cadre statutaire de tous les ANT permanents. S'il y avait titularisation, cela éviterait d'envisager des grilles de progression. Mais nous butons sur le sujet depuis des années.

M. PIGEON - VP-CA. - Moyennant cette remarque, je vous propose de passer au vote.

RESULTAT DU VOTE

Votes exprimés			
POUR	CONTRE	ABSTENTION	TOTAL
9	0	0	9

Répartition par Organisation Syndicale			
	POUR	CONTRE	ABSTENTION
SNPTES	4	0	0
FNEC FO-SN PREES FO	2	0	0
SGEN CFDT-SNESup	1	0	0
FERCSUP CGT	2	0	0

3. Questions diverses

3.1 Ouverture d'un espace sur l'intranet pour les syndicats ?

M. PIGEON - VP-CA. - Nous avons souhaité mettre ce point à l'ordre du jour pour recueillir votre avis suite à la faible utilisation constatée de cet outil.

M. BRUCHET - DSI. - Il ne s'agit pas d'une faible utilisation puisque l'outil n'a pas été créé.

Mme FAUVET - DRH. - Nous avons fait un certain nombre de choses, mais nous ne sommes pas allés jusqu'au bout de la démarche.

Nous avons signé, en 2015, une charte syndicale dans laquelle nous traitons des questions de messagerie interne, avec :

- L'attribution d'une adresse électronique aux organisations syndicales. Cela a été fait.
- Une liste de diffusion avec des règles d'inscription et de désinscription. Cela a été réalisé.
- La circulaire, que nous rappelle le ministère de façon récurrente, du 29 novembre 2016 nous oblige à aller plus loin, c'est-à-dire à consacrer un espace sur l'intranet pour les organisations syndicales.

Compte tenu du fait que nous sommes dans une période d'élections professionnelles, je pense que vous allez avoir des besoins importants de communication. Nous voulons donc relancer ce point auprès de vous

La DSI avait fait un certain nombre de démarches pour vous expliquer comment cela pouvait fonctionner, en particulier avec la condition de formation d'une personne de chaque organisation syndicale par rapport à la création de cet espace intranet. Or, notre appel est resté lettre morte.

M. BRUCHET - DSI. - Je n'ai eu aucune réponse de demande de formation. J'en ai eu sur la création des listes, elles ont donc toutes été créées. Et j'avais demandé quelles personnes devaient être inscrites à une formation, et aucune organisation ne m'a répondu. Nous sommes donc restés en stand-by.

SNPTES. - Je n'ai pas souvenir de ce message.

M. BRUCHET - DSI. - Cette demande figurait sur les mêmes échanges de mail. Toutes les organisations syndicales ont répondu qu'elles étaient intéressées par l'intranet. Et j'avais ajouté que, pour le mettre en œuvre, il fallait que les gens soient formés. Or, je n'ai reçu aucune réponse. Peut-être que mon mail n'était pas suffisamment clair.

M. PIGEON - VP-CA. - Il faut préciser que ce mail date du 22 mars 2016.

M. BRUCHET - DSI. - La direction de la communication veut refondre l'intranet. Il faut donc que notre démarche s'inscrive là-dedans. Nous ne sommes pas forcément obligés d'attendre la refonte de l'intranet, je pense que nous devons

pouvoir le faire en deux étapes : intervenir sur l'intranet actuel et modifier les choses après la refonte.

Nous avons prévu de mettre, sur l'arborescence située en haut de la fenêtre, un onglet supplémentaire intitulé « représentants du personnel », avec une liste par ordre alphabétique des organisations syndicales ayant une page. Et chaque page aurait un en-tête et serait à votre disposition.

M. PIGEON - VP-CA. - Avez-vous des propositions, des remarques, des questions sur ce point ?

FERCSUP-CGT. - Il y a très longtemps, il y a eu un intranet pour les organisations syndicales, mais les agents devaient s'inscrire dessus, ce que je ne trouvais pas très justifié. Je préférerais que ce soit libre.

M. BRUCHET - DSI. - C'est ce que nous avons envisagé.

M. NEGRIER - DGS. - Comme nous travaillons sur la refonte de l'intranet, je vous propose de vous consulter pour l'organisation de cet espace. En termes de délai, nous nous sommes donnés jusqu'à la fin de l'année civile 2018 pour refondre l'intranet. Si vous avez des besoins plus rapides à faire émerger, il faut mettre en place une solution provisoire pour vous permettre d'informer l'ensemble du personnel en cette période pré-électorale.

Cela passerait par la création provisoire d'un espace pour chacune des organisations syndicales, et retravailler de manière définitive cet espace.

FERCSUP-CGT. - Cela demande-t-il une formation lourde ? Nous allons devoir nous former sur l'intranet actuel et ensuite sur le nouveau.

M. BRUCHET - DSI. - Non, il n'y aura pas besoin d'une nouvelle formation. Le futur intranet proposera simplement une charte graphique différente, mais l'outil restera le même.

La formation se fait en une demi-journée. J'ignore le nombre d'heures exact car elle est assurée par la direction de la communication.

SNPTES. - C'est sur AMETYS ?

M. BRUCHET - DSI. - Oui.

M. NEGRIER - DGS. - Il nous faudrait un nom par organisation syndicale afin de pouvoir vous contacter.

M. BRUCHET - DSI. - Un ou deux noms.

M. NEGRIER - DGS. - Je vous propose de nous faire remonter vos propositions par mail auprès de Céline FAUVET, à la DRH.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Je tiens à préciser qu'après vérification, nous avons effectivement bien reçu votre mail.

M. PIGEON - VP-CA. - Avez-vous d'autres questions diverses à évoquer ?

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Je souhaiterais qu'on respecte le décret 82-447. C'est bien de respecter les circulaires lambda qui prévoient des espaces intranet, mais il existe des droits syndicaux de façon générale. Nous sommes souvent intervenus sur la question, en particulier la CGT, et parfois Force Ouvrière, et se pose toujours le problème des locaux. Et il risque de s'accroître si l'on considère la réorganisation prévue au niveau de Tréfileries.

L'université compte plus de 500 personnels, nous avons donc droit à un local par organisation syndicale, ou bien une compensation.

M. PIGEON - VP-CA. - C'est un sujet d'actualité puisque nous travaillons dans un esprit de concertation avec l'ensemble de la communauté universitaire sur l'aménagement du futur site de Tréfileries. Dans ce contexte, la présidente a demandé que cette question soit correctement traitée.

Par conséquent, Mme AULAGNER a fait le nécessaire pour que des espaces soient réservés aux organisations syndicales. La prochaine étape serait que vous la rencontriez afin qu'elle vous présente ce projet d'aménagement du site de Tréfileries, d'une part de façon générale parce que cela peut vous intéresser, et d'autre part dans l'exercice de vos mandats syndicaux pour vous permettre de comprendre comment nous comptons résoudre cette question. Nous avons bien pris en compte ce besoin en locaux sur le site de Tréfileries.

Le mieux est que nous prévoyions cette rencontre, si vous en êtes d'accord.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Oui.

Sur les plans, je n'ai rien vu.

M. NEGRIER - DGS. - La semaine dernière, nous avons identifié des locaux pour les organisations syndicales et une salle de réunion.

M. PIGEON - VP-CA. - Il s'agit d'une salle de réunion mutualisée.

M. NEGRIER - DGS. - Les locaux seraient à proximité de ceux des syndicats étudiants. Cela permettrait d'avoir un espace dédié à la représentation des personnels et des étudiants sur le site de Tréfileries.

Vous dire s'il s'agit de 4 ou 5 bureaux, je ne sais plus.

M. PIGEON - VP-CA. - Nous avons souhaité les positionner sur le site Tréfileries parce qu'il est central.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Normalement, il faut 4 bureaux.

M. PIGEON - VP-CA. - Je retiens que nous demandons à Mme AULAGNER de trouver une date ou de faire un retour par mail ou d'en parler à l'occasion d'un CT.

FNEC FP FO-SN PREES FO 42. - Nous préférons que ce soit à l'occasion d'un CT, afin de s'économiser une réunion.

M. NEGRIER - DGS. - Nous ferons un point d'information au prochain CT.

M. PIGEON - VP-CA. - Merci à tous de votre participation.

- La séance est levée à 16h15 -

La Présidente	La Secrétaire de Séance	Le Secrétaire adjoint de Séance
Michèle COTTIER	Céline FAUVET	Sylvain Excoffon